



# LE TAGÈTE

Hors série n° 46, 2014

Marcel JB Tardif

Plante herbacée cultivée pour ses fleurs ornementales jaunes ou orangées à senteur poivrée, appelée communément oeillet.

## DES TAXES ET DES CONTRIBUTIONS ÉLECTORALES

General Electric, en 1980, a versé 330 millions de dollars en taxes fédérales<sup>1</sup>. En 1981, grâce aux bons offices du Carlton Group, basé à Washington, un causus de lobbyistes en affaires corporatives et taxes d'entreprises, GE a retiré 104 millions de dollars en remises de toute sorte de l'État fédéral américain. Les crédits consentis à GE ont été si généreux, entre 1981 et 1983, soit 300 millions de dollars, qu'ils ont épargné à l'entreprise toute taxe à verser au fédéral durant une période où ses profits totaux excédaient les 5 milliards de dollars.

Signalons que, sans doute par grandeur d'âme pour une meilleure conduite des affaires publiques, General Electric a contribué aux PAC committees<sup>2</sup>, entre 1989 et 1992, 683 350 dollars, faisant d'elle le sixième plus gros apporteur de fonds corporatif à telles structures électorales au Congrès. L'Associated Press rapportait, en mars 1998, que GE avait dépensé en lobby 4,12 millions de dollars, auprès du gouvernement fédéral seulement, et ce durant la première partie de l'année 1997 seulement. Ce qui faisait alors de GE le huitième plus gros fournisseur de fonds électoraux toutes catégories, et le cinquième plus gros apporteur de fonds corporatifs, après les Philip Morris, General Motors, Pfizer et United Technologies.

Les anciens de General Electric ne sont pas tous devenus pdg à leur tour de grandes entreprises à succès aux États-Unis ou ailleurs dans le monde. Plusieurs sont devenus, en vertu de cet échange de bons procédés État-entreprises, les privilégiés de la porte tournante, en accédant aux postes de commande de l'État central. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nombreux ont été les ex-dirigeants de l'entreprise qui sont devenus conseillers des présidents des États-Unis, Secrétaires à la défense, amiraux et généraux. Ils ont été impliqués dans les affaires fiscales et réglementaires, et plaidé en faveur de leur ancien employeur.

Émarger aux charges fiscales et émerger gagnants des contrats publics, voilà qui suppose organiser son action politique en conséquence. Réduire les amendes, sinon les éliminer entièrement, et amoindrir la réglementation, sinon obtenir des dérogations, voilà qui impose de s'organiser en conséquence. Diriger l'État, par personne interposée, en 'casant' ses anciens dirigeants dans les postes-clés de l'appareil public d'approvisionnement, et financer les élections des représentants et des sénateurs favorables à ses politiques marchés, voilà qui exige d'être attentif à la chose publique. Être actif sur la scène publique est trop engageant pour être efficace en matière d'influence politique; mieux vaut *agir 'behind-closed-doors'*. C'est plus discret, moins coûteux et fort plus payant à tous égards. Pourquoi taxer ses profits, quand on peut taxer les contribuables. Élire l'État, c'est ça ! Les élections statutaires c'est du vote au mieux, et des coûts au pire. Gagner son pari, c'est dominer l'État. Voilà !

---

<sup>1</sup> Les taxes d'État et les taxes municipales ne sont pas comprises dans le calcul. Reste à savoir ce qu'elles étaient: 'positives' ou 'négatives', là également.

<sup>2</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Political\\_action\\_committee](http://en.wikipedia.org/wiki/Political_action_committee)